CONSEIL GENERAL DE LA NEUEVILLE

Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019, tenue dès 19.30 h au Centre des Epancheurs.

Présidence : M. Albrecht Ehrensperger

Procès-verbal : Mme Sophie Wahlen, adjointe au chancelier

1. Appel

L'appel nominal fait constater la présence de 25 conseillères et conseillers.

4. Drame du port de La Neuveville du 15 mai 2017 – Mesures prises à ce jour par le Conseil municipal : information (Conseil municipal)

Message du Conseil municipal : « *Le Conseil municipal, suite au terrible drame du 15 mai 2017 qui a coûté la vie à Claire, Miranda et Makani, avait mandaté un expert indépendant, M. Christophe Cueni, pour mener une enquête administrative. Celui-ci faisait part des résultats de son analyse au Conseil général le 14 mars 2018. Il convient de préciser que l'instruction pénale de cette affaire est dans les mains du Ministère public, plus particulièrement du procureur Daniel Arn. Le Conseil municipal n'étant pas partie à la procédure, il ne dispose d'aucune information officielle de sa part. Parallèlement à l'enquête de M. Cueni et après celle-ci, le Conseil municipal a lancé diverses actions dont il donne connaissance ci-dessous. Actions entreprises au niveau du service de l'électricité en 2018, dont une partie découle d'un audit des installations électriques : Elaboration d'un concept de sécurité pour le service des ports, élaboration d'un concept de sécurité pour le service de l'équipement (dont le service l'électricité fait partie), mise à niveau (dernières normes) des infrastructures électriques de 8 immeubles communaux situés au sud de l'autoroute (dont l'aquarium du local des pêcheurs), assainissement des installations électriques des dépôts de l'ancienne gare aux marchandises, du Centre d'animation de jeunesse et de la route du Château 15 (sécurité pour les personnes et les choses), assainissement de 3 stations transformatrices du quartier des Celliers, diverses armoires de distribution (sécurité accrue pour les clients et pour nos collaborateurs), renforcement des mises à terre des stations transformatrices Matthey I, Montagu et Collonges, assainissement du réseau d'alimentation de 6 bâtiments de l'école primaire et raccordement du tout sur la centrale photovoltaïque de l'école à journée continue, mise en place d'un service de garde à 2 niveaux afin d'assurer la sécurité et la santé des collaborateurs municipaux, mise à terre des immeubles de la rue des Mornets Est lors des travaux de réfection des conduites d'eau (amélioration des mises à terre). Autres actions menées dans d'autres secteurs : Contrôle des chutes de pierres dans la localité, fermeture des venelles et contrôle des toitures requis à tous les propriétaires avant réouverture, contrôle de l'enrochement à St-Joux, étude approfondie de la problématique de la plage pour assurer la sécurité des baigneurs. Mesures organisationnelles : Le Conseil municipal a décidé d'introduire un "Processus à suivre pour tout projet/demande" destiné à combler les lacunes relevées par M. C. Cueni dans son rapport. Par la même occasion, il a décidé de se doter d'un "Code de déontologie". Celui-ci sera appliqué tant par les membres du Conseil municipal, que par les membres des commissions, que par le personnel communal. Parallèlement, il a décidé de transférer la gestion des ports communaux du département des loisirs au département de la gestion du territoire. Enfin, sans aucun lien avec le drame du port, il a également transféré l'entretien des immeubles communaux de la gestion du territoire au département des finances. Pour que ces mesures deviennent opérationnelles, une révision partielle de l'Ordonnance d'organisation (OO) de notre Commune s'est avérée nécessaire, afin de les ancrer dans la législation communale et rendre ainsi leur exécution obligatoire. Le Conseil municipal a approuvé cette modification partielle de l'OO dans sa séance du 20 mai 2019. Toutes ces mesures entreront en vigueur dès la fin de la procédure légale d'approbation de la révision partielle de l'OO, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 2019. Enfin, le règlement communal sur les commissions permanentes doit être adapté. La compétence en revient au Conseil général, à qui une révision partielle est soumise le 12 juin 2019. Les articles 9, 11 et 13 doivent ainsi être modifiés. Par ce message, il est également porté à la connaissance du Législatif neuvevillois que M. Robert Schläfli a adressé une dénonciation à la Préfecture du Jura bernois. Cette dernière l'instruit en ce moment. Nous ne disposons d'aucune information sur l'état d'avancement de cette procédure. »*

M. R. Matti indique qu'il n'a rien à ajouter au présent message.

M. P. Friedli, PSN : souhaite savoir si une personne externe s'occupera de mettre en place le code de déontologie.

M. R. Matti, maire : informe que pour l'instant cela n'est pas prévu. Le Conseil municipal a énormément travaillé sur ce code de déontologie. La chancellerie s'est inspirée d'exemples créés en France et au Canada, où toute une législation existe à ce sujet.